



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 4 au 10 octobre 2019

Le 11 octobre 2019

Résumé

Bangladesh : Financements internationaux – la JICA privilégie 4 projets d'infrastructures. Financements internationaux – Le Japon veut accélérer les procédures d'aide au développement. Développement urbain – 150M\$ de prêt BAD pour financer des infrastructures à Dhaka et Khulna. Automobile - En trois ans, la part des deux-roues assemblés ou produits localement est passée de 5 à 96%.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La position extérieure nette était déficitaire de 451,6 Mds \$ au 30 juin 2019. L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier est resté inchangé entre août. L'activité du secteur tertiaire a reculé au mois d'août.

Finances publiques : Le déficit budgétaire du gouvernement central a atteint 5 538 Mds ₹ (71 Mds €) sur les 5 premiers mois de l'exercice 2019-20. Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les produits et services (GST) restent sous le seuil de 1 000 Mds ₹ en septembre.

Politique monétaire et financière, autres informations : Nouvelle baisse du taux directeur de la Banque centrale (RBI).

Maldives : Suppression de la taxe sur les transferts financiers de migrants. Accord-cadre entre le gouvernement maldivien et la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC). Premier forum économique Maldives/Union-Européenne.

Népal : L'indice des prix de gros s'affiche en forte hausse en août.

Pakistan : Baisse du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en septembre 2019. Progression de la dette publique exprimée en PKR au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20. Le ministère pakistanais des Finances attend une progression de la dette publique de 47 % à 45 570 Mds PKR entre les exercices budgétaires 2018/19 et 2020/24. Progression marquée des exportations de ciment au premier trimestre 2019/20. La Banque asiatique de développement accorde un prêt de 200 M USD pour le renforcement de la protection sociale. Le Pakistan recule de trois places dans le classement du Forum économique mondiale relatif à la compétitivité. Le Forum économique mondial estime que le choc des prix de l'énergie constitue le principal risque pour l'environnement des affaires du Pakistan au cours de la prochaine décennie.

Sri Lanka : Don de 40 M EUR de l'Union Européenne. La campagne présidentielle de Sri Lanka a officiellement commencé.



BANGLADESH

- **Financements internationaux – la JICA privilégie 4 projets d’infrastructures.** L’agence de coopération japonaise JICA a qualifié “d’extrêmement importantes” pour la relation bilatérale les 5 années à venir, qui verront l’achèvement de plusieurs mégaprojets d’infrastructures, dont notamment le complexe portuaire et la centrale à charbon de Matarbari, et le métro aérien de Dhaka. L’année 2022 correspondra au cinquantenaire de l’ouverture de relations diplomatiques entre les deux pays et 2023 à celui de l’envoi des premiers coopérants volontaires japonais. Dans le cadre des programmes annuels de coopération (ODA), la JICA a ainsi signé le 30 juin 2019 un accord de prêt de 143,127 Mds JPY (1,22 Mds€) pour le projet de centrale à charbon de Matarbari (*Matarbari Ultra Super Critical Coal-Fired Power Project, tranche V*), doté de deux centrales de 600 MW, et situé à Maheshkhali dans le district de Cox’ Bazar (Chittagong), dans le sud-est du pays. L’agence d’exécution est la Coal Power Generation Company Bangladesh Ltd (CPGCBL) associée à la Power Grid Company of Bangladesh (PGCB). La mise en service est prévue en **juillet 2024**. Le coût global du projet devrait dépasser 4 Mds\$.

Le programme d’aide prévoit en outre deux enveloppes de dons pour 15 M\$, pour la modernisation des stations météorologiques côtières et le dispositif de surveillance satellite (11 M€) et un programme de bourses scolaires doté de 3,65 M€ (*Human resource development scholarship*- 120 bourses sont délivrées chaque année).

Le 29 mai dernier, la JICA a signé un 40ème accord de prêt de 132,659 Mds JPY (1,13 Mds€) pour financer quatre projets, dont deux projets d’infrastructures:

- (1) le développement du port de Matarbari (phase I) (prêt de 330,4 M€); l’agence d’exécution est la Chittagong Port Authority (CPA) et la mise en service est prévue en **juillet 2024**;
- (2) le Dhaka Mass Rapid Transit Development Project (Line 1) (phase I) (447 M€) qui reliera l’aéroport de Dhaka à Kalamapur; l’agence d’exécution est la Dhaka Mass Transit Company et la mise en service est prévue en **décembre 2026**.
- (3) Un prêt équivalant à 180 M€ a été signé (Foreign Direct Investment Promotion Project phase II) qui vise à faciliter et accélérer les investissements directs japonais au Bangladesh, à travers l’amélioration du climat des affaires, l’ouverture de zones économiques spéciales et la mise à disposition de financements auprès de la Bangladesh Economic Zone Authority pour renforcer ses capacités et réaliser des apports de fonds propres (step loans) aux entreprises candidates à l’installation. Le programme devrait s’achever en avril 2025.
- (4) Enfin, 171 M€ sont réservés au secteur de l’énergie (Energy Efficiency and Conservation Promotion Financing Project Phase 2) avec la SREDA (Sustainable and Renewable Energy Development Authority), le Bangladesh Infrastructure Finance Fund et IDCOL (Infrastructure Development Company Ltd) comme principaux partenaires. Le programme vise à améliorer l’efficacité énergétique et s’appuiera sur des prêts concessionnels ; la sélection du consultant pour l’étude de projet détaillée est annoncée pour juillet 2022, le programme s’achevant en octobre 2025 avec le dernier décaissement.



Le Japon a reconnu l'indépendance du Bangladesh le 10 février 1972 ; depuis lors, il a apporté un cumul de 18,6 Mds\$ d'aide technique et financière (dons et prêts) au Bangladesh. Le Japon est le 3^{ème} créancier du Bangladesh, derrière le groupe Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement et le 1^{er} créancier bilatéral, avec un encours de prêts de 4,7 Mds \$ à fin juin 2018 (FY 2018), loin devant la Chine (2,0 Mds\$) et les autres créanciers, qui cumulent un encours de 6,6 Mds \$ (agences multilatérales et bilatérales).

- **Financements internationaux – Le Japon veut accélérer les procédures d'aide au développement.** Constatant la faible avancée de certains projets, l'agence japonaise de coopération JICA a décidé de conditionner la signature de nouveaux prêts à la présentation par les autorités locales des propositions techniques détaillées (*Development project proposal* et *Technical assistance project proforma*); en mars 2019, une revue de portefeuille relevait que sur 33 projets ayant une convention de financement sous le régime de l'ODA (Official Development Assistance), seulement 9 étaient en phase avancée conforme, et 9 n'avaient pas encore reçu les DPP ou TPP. Deux conventions dans deux secteurs clés signées en décembre 2015 dans le domaine de la santé (MNCH Maternal, Neonatal and Child Health) et en juin 2016 avec le Ministère de la gestion des désastres naturels (MDM) n'avaient donné lieu à aucun décaissement. Plusieurs projets ont pris près de trois ans de retard, dont le périphérique autour de Chittagong, la promotion des investissements directs étrangers et le développement des ressources en eau à petite échelle (small scale water resources development project). Les délais d'approbation des documents contractuels (DPP/TPP) peuvent retarder les projets de 2 à 3 ans; ainsi, 36 mois après la signature de la convention de financement, le DDP du projet IDE n'a pas encore été approuvé, celui sur la gestion des calamités naturelles est en attente depuis 30 mois. Enfin, au niveau des passations de marché, le processus de sélection du consultant a retardé certains projets de 2 à 3 ans. La JICA souhaite désormais que ses procédures de passation soient retenues dans les projets à venir par les agences d'exécution et les comités d'évaluation, notamment en respectant les délais de validité des offres présentées; l'agence japonaise a également rappelé que la présentation des rapports d'audit et leur mise en conformité est une condition nécessaire aux décaissements.
- **Développement urbain – 150M\$ de prêt BAD pour financer des infrastructures à Dhaka et Khulna.** Le 2 octobre 2019, la Banque Asiatique de Développement (ADB) a annoncé un projet de financement des infrastructures routières, de lutte contre les inondations et de gestion des déchets dans les villes de Dhaka et de Khulna (3^e plus grande ville du Bangladesh). Le projet « *Second City Region Development* » s'élève à 223 M\$ dont 75 M\$ de prêt concessionnel, 75 M\$ de prêt et 73 M\$ de financement du gouvernement bangladais et fait suite à un premier programme de 120 M\$ (2014-2019). Le projet recouvre la rénovation de 300 km de routes dans le cadre du Dhaka Structure Plan, de 120 km d'égouts à Dhaka et 30 km à Khulna ainsi qu'une usine de compostage équipée d'une centrale de production de biogaz à Khulna. La mise en place du projet s'étalera de novembre 2019 à juin 2024.

De nombreux projets de rénovation et de réhabilitation ont été annoncés dernièrement dans la capitale Dhaka, qui fait face à des enjeux croissants de pression démographique, de congestion et de pollution. En mai 2019, la Banque Mondiale a signé la mise en œuvre d'un programme à 100,5 M\$ intitulé « *Dhaka City Neighborhood Upgrading Project* ». Celui-ci concernera la partie sud de la ville – DSCC – afin d'améliorer le trafic, les zones vertes et la voirie. En juin 2019, l'autorité en charge de la partie nord de la ville – DNCC – a lancé un projet de



développement des infrastructures routières et de drainage dans 18 quartiers pour 40,25 Mds Tk (440M€).

- **Automobile - En trois ans, la part des deux-roues assemblés ou produits localement est passée de 5 à 96%.** Alors que le Bangladesh reposait à 95% sur les importations de deux-roues jusqu'en 2016, le pays a presque atteint l'autosuffisance en produisant ou assemblant localement ces véhicules. Cette conversion a notamment été portée par une très forte diminution des droits de douanes sur les pièces détachées utilisées lors de l'assemblage. Les droits sont ainsi passés de 45% ad valorem à 20% dans le budget 2016/2017 (à compter du 1^{er} juillet 2016), et la liste des pièces détachées retenues a été élargie dans le budget 2019/2020. Sept entreprises sont présentes sur le territoire pour l'assemblage ou la production : les japonais Honda, Suzuki et Yamaha ; les indiens Bajaj, TVS et Hero et la compagnie bangladaise Runner Automobiles (Runner Group www.runnerbd.com/runner-group/). Ce conglomérat est le pionnier de la production locale avec le lancement de son usine en 2010, avant d'être rejoint progressivement par les autres acteurs. Toutefois, les assembleurs locaux restent encore fortement dépendants des importations de pièces détachées, car moins de 30% des composants seraient produits au Bangladesh. Le marché de la vente des deux-roues motorisées est dominé par Bajaj (40% du marché, représenté par Uttara Motors) et par TVS (25%). L'entreprise publique Bangladesh Steel & Engineering Corporation est également présente dans le cadre d'une joint-venture avec Honda (Bangladesh Honda Private Ltd). Ce secteur connaît une très forte expansion avec 480 000 unités vendues en 2018, soit une augmentation de 80% par rapport à 2016 (270 000 unités), et un marché estimé à 50 Mds Tk (540 M€) l'an dernier.

INDE

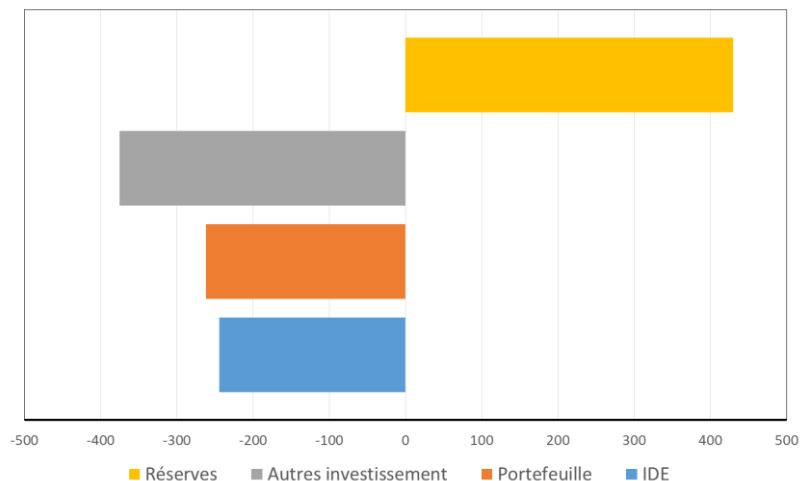
INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La position extérieure nette était déficitaire de 451,6 Mds \$ au 30 juin 2019**, soit une dégradation de 11% par rapport à la fin juin 2018. L'endettement de l'économie indienne vis-à-vis des non-résidents s'est ainsi nettement accru en rythme annuel (+ 44,2 Mds \$) selon les chiffres de la Banque centrale, qui mettent en exergue un passif extérieur brut à 1 113 Mds \$ (+95 Mds \$ en glissement annuel) contre des actifs de 662 Mds \$ (+ 51,2 Mds \$).

Ces évolutions pouvaient être anticipées au regard du creusement progressif, en cours d'année, du solde courant, qui résultait pour l'essentiel de la dégradation de la balance des biens.



Principales composantes de la position extérieure nette au T2 2019, en Mds \$

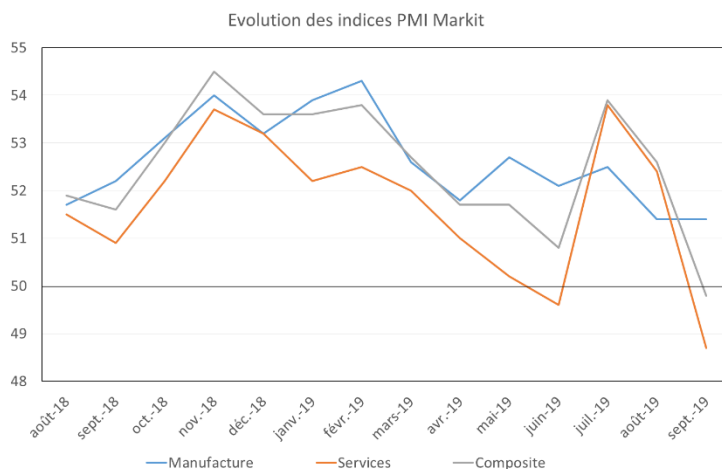


Le déficit de la position extérieure, qui est presque entièrement le fait du secteur privé (essentiellement non-financier), se partage de nouveau à parts quasiment égales entre investissements directs (- 244 Mds \$), flux de portefeuille (- 262 Mds \$) et autres investissements (- 375 Mds \$), que contrebalancent des réserves en hausse de 25 Mds \$ en glissement annuel à 430 Mds \$. Ces dernières constituent à elles seules près des deux tiers des actifs détenus sur les non-résidents, dont la part résiduelle se partage essentiellement entre IDE (173 Mds \$), et les « autres investissements » (55 Mds \$).

En hausse de 15,6% en glissement annuel à 377,7 Mds \$ (dont 361,4 Mds \$ au titre des instruments de participation), **les IDE demeurent l'une des composantes les plus dynamiques de la position extérieure**. Le creusement du déficit associé, à 244 Mds \$ comme indiqué plus haut, suffirait à expliquer près des deux-tiers de l'évolution du passif en rythme annuel.

- **L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier est resté inchangé entre août et septembre à 51,4**, soit son niveau le plus bas depuis mai 2018. Sur une base trimestrielle, il s'est établi à l'issue du T2 2019/20 (juillet-septembre 2019) à 51,8, plus mauvaise performance depuis le T2 2017/18 (50,1). Néanmoins, calculé en moyenne, il a été porté de 52 au cours des neuf premiers mois de l'année 2018 à 52,5 au cours des neuf premiers mois de l'année 2019. Le rapport met en avant la croissance du segment des biens de consommation qui contrebalance avec les mauvaises performances des catégories de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Le rapport souligne également à ce titre, que les fabricants indiens continuent d'être impactés par la faiblesse de la demande domestique et externe, les conduisant à réduire leurs productions et à acheter moins d'intrants. Mécaniquement, la faible demande en matières premières et produits semi-finis a permis de juguler l'inflation en septembre.



- **L'activité du secteur tertiaire a reculé au mois d'août.** L'indice *PMI Markit* est ainsi passé de 52,4 en août à 48,7 un mois plus tard. L'indice apparaît ainsi en-deçà du seuil de 50, qui correspond à une contraction de l'activité, son plus bas niveau depuis février 2018.

La décélération de l'activité s'expliquerait avant tout par la baisse des ventes, qui aurait incité les entreprises à réduire le rythme de croissance de leurs effectifs. La confiance des entreprises de services aurait ainsi atteint un étiage à 31 mois, à l'aune de la mauvaise orientation de la demande.

- **L'indice PMI composite** (secteur manufacturier et services) **est, au total, passé de 52,6 en août à 49,8 un mois plus tard.** La détérioration du sentiment des directeurs d'achat tendrait à corroborer l'hypothèse d'un nouveau ralentissement de l'activité au troisième trimestre. Dans ce contexte, la décision de la Banque centrale de rabaisser de nouveau son taux directeur (*voir infra*) apparaît en accord avec le sentiment du marché.

FINANCES PUBLIQUES

- **Le déficit budgétaire du gouvernement central a atteint 5 538 Mds ₹ (71 Mds €) sur les 5 premiers mois de l'exercice 2019-20 (avril-août 2019),** soit 78,7% du déficit total prévu sur l'ensemble de l'exercice. La situation s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent où le déficit budgétaire atteignait 94,7 % du déficit total à la fin des 5 premiers mois. Ce meilleur bilan s'explique par de moindres prêts versés.

Les revenus de l'Etat ont atteint 6 215 Mds ₹ (79 Mds €) sur les 5 premiers mois de l'exercice 2019-20, soit 29,8 % des revenus totaux prévus à 20 826 Mds ₹ (266 Mds €). Ces mêmes recettes représentaient 26,4 % des revenus totaux prévus sur les 5 premiers mois de l'exercice précédent. Les dépenses totales sur les 5 premiers mois de l'exercice en cours atteignent, quant à elles 11 753 Mds ₹ (150 Mds €), soit 42,2 % des 27 863 Mds ₹ (355 Mds €) prévus au total. Ce total se répartit entre les dépenses d'investissement, à hauteur de 1 362 Mds ₹ (17 Mds €, 40,3 % de la cible), et les dépenses de fonctionnement pour 10 391 Mds ₹ (132 Mds €, 42,4 % de la cible).

- **Les recettes recouvrées au titre de la taxe sur les produits et services (GST) restent sous le seuil de 1 000 Mds ₹ en septembre à 919 Mds ₹ (soit une baisse de 2,7 % en glissement**



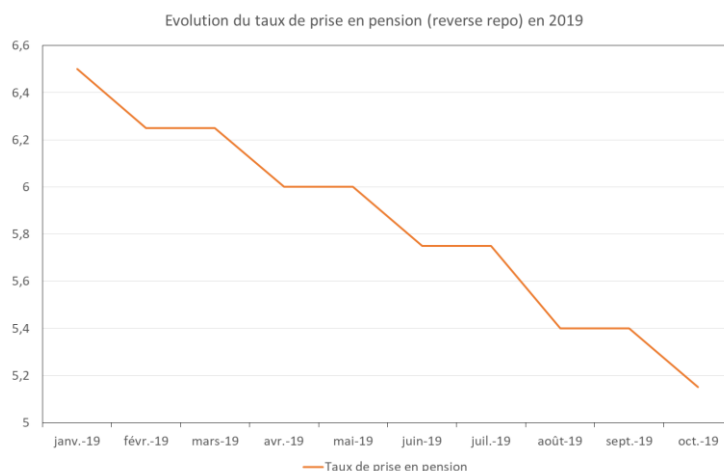
annuel), après des recettes déjà sous le seuil des 1000 Mds ₹ en août (982 Mds ₹). Les recettes de GST atteignent ainsi leur plus bas niveau en 19 mois, reflet de l'essoufflement actuel de l'économie indienne. Sur le premier semestre de l'exercice budgétaire 2019-20, 6 062 Mds ₹ de recettes recouvrées au titre de la GST sont totalisées (soit 1 010 Mds ₹ en moyenne sur la période), soit une hausse de 4,9 % par rapport au premier semestre de l'exercice antécédent.

Pour rappel, le gouvernement a besoin de plus de 1 000 Md ₹ de GST pour atteindre son objectif budgétaire et ne pas dédommager les États pour les pertes subies. Il indemnise les États une fois tous les deux mois pour les pertes qu'ils subissent au cours des cinq premières années d'application de la GST. Le gouvernement a déjà transféré 280 Mds ₹ aux États-fédérés sous forme d'indemnisation en juin-juillet de cette année et de 178 Mds ₹ en avril-mai. Alors que le gouvernement s'était déjà engagé à augmenter les dépenses publiques pour dynamiser le ralentissement de l'économie, une réduction des recettes recouvrées au titre de la GST pourrait modifier ses calculs budgétaires. En réduisant l'impôt sur les sociétés, le pari du gouvernement est déjà considérable.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Nouvelle baisse du taux directeur de la Banque centrale (RBI).** Le comité de la politique monétaire de la RBI a ainsi décidé, à l'unanimité et pour la cinquième fois consécutive, d'abaisser ses principaux taux directeurs ; une réduction de 25 points de base des taux de prise en pension (*reverse repo*), de mise en pension (*repo*) et au jour le jour (*marginal standing facility*) pour les porter désormais à 5,15% (niveau le plus faible depuis mai 2010), 4,9% et 5,4% respectivement.

À l'appui de cette décision, le Gouverneur Das a mis en avant le ralentissement marqué de la croissance économique, qui se confirme au second trimestre 2019 à l'aune de la mauvaise orientation des indicateurs avancés (à l'instar de la production industrielle). A cet égard, l'institut d'émission a fortement révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire actuel. Située à 6,9 % août dernier, la croissance attendue devrait in fine s'établir à 6,1% selon les nouvelles estimations de la Banque centrale.





Une orientation expansionniste par ailleurs justifiée par la relative faiblesse des prix à la consommation, en-deçà de la cible de l'Institut (4% pour rappel) depuis juillet 2018. Le Comité de politique monétaire estime en effet que l'inflation devrait demeurer en dessous de 4 % sur l'exercice budgétaire actuel (à 3,6%, voir ci-contre), ce qui corrobore une orientation expansionniste à moyen terme.

Les marchés boursiers, qui avaient pour la plupart anticipé la nouvelle baisse du taux de référence de la Banque centrale, ont tous suivi des tendances haussières.

MALDIVES

- **Suppression de la taxe sur les transferts financiers de migrants.** Le gouvernement avait introduit en 2016 cette taxe de 3 % sur les transferts de fonds envoyés depuis les Maldives par les travailleurs expatriés. Le montant total des envois de fonds à l'étranger en 2018 s'est élevé à 64,5 M USD, soit une légère baisse de 3 % par rapport à l'année précédente, mais plus de 40% avant la mise en œuvre de la mesure en 2016.
- **Accord-cadre entre le gouvernement maldivien et la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC).** L'accord, estimé à 1,5 Md USD, a pour objectif de faciliter la collaboration dans le domaine du commerce et du développement économique sur une période de 5 ans. L'ITFC souhaite aider le gouvernement à gérer ses besoins en devises étrangères et permettre l'établissement d'une chaîne de valeur plus solide entre les partenaires de l'Organisation de la coopération islamique (OIC). L'ITFC, membre du groupe de la Banque Islamique de Développement, a, depuis son origine, financé 80% des importations d'énergie des Maldives.
- **Premier forum économique Maldives/Union-Européenne.** Ce forum s'est tenu le 7 octobre à Malé et a réuni les représentants des pays membres, du gouvernement (dont 6 ministres), d'entreprises étrangères et de la communauté d'affaires maldivienne. Présidée par le ministre maldivien de l'économie et par l'ambassadeur de la délégation de l'UE, basé à Colombo, la réunion a été l'occasion pour le gouvernement maldivien de présenter son plan de développement pour les 5 ans à venir ainsi que les opportunités d'investissement. Les différents intervenants ont également échangé sur le climat des affaires et les conditions d'investissements.

NEPAL

- **L'indice des prix de gros s'affiche en forte hausse en août.** Après avoir atteint 5,4% sur le mois de juillet, l'indice s'affichait, un mois plus tard, en hausse de 7% en glissement annuel selon les chiffres de la Banque centrale ; il s'agit de son quatrième mois de progression consécutif après l'étiage de 4,4% du mois d'avril.

Ce rebond est essentiellement le fait des produits alimentaires, dont les prix s'affichent en hausse de 14% en glissement annuel. Les prix de l'énergie sont en revanche restés stables en rythme annuel, dont la contribution à la variation de l'indice consolidé a été de 6,6% (contre +12,9% un an plus tôt). De même, on relèvera la modération des prix des produits manufacturés (+3,5%, contre un essor de 6,4% en août 2018), dont notamment des métaux basiques.

**PAKISTAN**

- **Baisse du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en septembre 2019.** Les réserves brutes s'établissent à 7,7 Mds USD à la fin du mois de septembre, soit 1,6 mois d'importation de biens et de services (à partir des chiffres des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20). En outre, les réserves enregistrent une baisse de 537,9 M USD (-6,5 %) par rapport à la fin août 2019. Les réserves brutes s'affichent également en recul de 7,9 % en glissement annuel (8,4 Mds USD en août 2018).
- **Progression de la dette publique exprimée en PKR au cours des deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2019/20** (1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). La dette de l'Etat fédéral se portait à 32 240 Mds PKR (205,6 Mds USD) à la fin du mois d'août, marquant une progression de +1,4 % par rapport à fin juin 2019 (fin de l'exercice 2018/19) et de +30,4 % en glissement annuel. Elle représente désormais 83,6 % du PIB. La dette totale est composée à 66,7 % par de l'endettement interne, dont 73,3 % de longue maturité. La dette interne a progressé de 3,7 % depuis le début de l'exercice budgétaire. La dette extérieure du gouvernement fédéral, qui exclut les prêts du FMI et les accords de *swap* de devises en soutien à la balance des paiements du ressort de la Banque centrale, enregistre une légère baisse depuis le début de l'exercice 2019/20 (-2,8 % par rapport à fin juin 2019). Elle enregistre toutefois une hausse de +35,3 % en glissement annuel. Elle s'établit à 10 745 Mds PKR (68,5 Mds USD) à la fin août 2019 et représente 27,2 % du PIB. Exprimée en USD, la dette publique progresse de respectivement 3,9 % et 7,2 % par rapport à juin 2019 et à août 2018.
- **Le ministère pakistanais des Finances attend une progression de la dette publique de 47 % à 45 570 Mds PKR entre les exercices budgétaires 2018/19 et 2020/24.** La dette publique intérieure du gouvernement fédéral devrait augmenter de plus de 30 % à 26 800 Mds PKR sur la période considérée quand la dette extérieure pourrait atteindre 18 770 PKR fin juin 2024, soit une hausse de plus de 80 %. Les autorités estiment toutefois que la dette publique exprimée en pourcentage du PIB devrait reculer à 66,5 % à la fin juin 2024, à comparer à 80,4 % à la fin juin 2019.
- **Progression marquée des exportations de ciment au premier trimestre 2019/20** (1^{er} juillet 2019 au 30 septembre 2020) **quand la demande intérieure continue de stagner.** Les expéditions de ciment s'affichent en hausse de 2,6 % en glissement annuel à 11,1 millions de tonnes entre juillet et septembre 2019 (contre 10,9 millions de tonnes un an auparavant). Si les ventes domestiques de ciment stagnent (+0,6 % par rapport au T1 2018/19) en raison du ralentissement du secteur de la construction, les exportations enregistrent une progression notable de 12,5 % sur la période considérée en glissement annuel.
- **La Banque asiatique de développement accorde un prêt de 200 M USD pour le renforcement de la protection sociale.** Il s'agit d'un financement additionnel dans le cadre d'un projet approuvé par la BAsD en octobre 2013 visant à développer le principal programme de protection social du Pakistan, le *Benazir Bhutto Income Support Programme* (BISP). Ce dernier couvre plus de 5 millions de familles et le montant total des transferts d'argent liquide effectués en faveur des familles pauvres concernées s'élève à 3,6 Mds USD.
- **Le Pakistan recule de trois places dans le classement du Forum économique mondiale relatif à la compétitivité.** Le pays se place désormais au 110^{ème} rang sur 141 économies étudiées en 2019, à comparer à la 107^{ème} position un an plus tôt. Sur les douze piliers pris en compte par



l'indice (*Global Competitiveness Index*), le Pakistan enregistre des progrès en matière de qualité des institutions, d'utilisation des nouvelles technologies, du marché du travail, des compétences, du système financier, de la taille du marché, du dynamisme des entreprises et de capacité d'innovation. Le pays affiche cependant un recul en matière d'infrastructures, de stabilité macroéconomique, de santé et de fonctionnement du marché de biens. Le Pakistan enregistre ainsi, pour la première fois cette année, le moins bon résultat de la zone Asie du Sud, derrière le Népal (108^{ème}), le Bangladesh (105^{ème}), Sri Lanka (84^{ème}) et l'Inde (68^{ème}).

- **Le Forum économique mondial estime que le choc des prix de l'énergie constitue le principal risque pour l'environnement des affaires du Pakistan au cours de la prochaine décennie.** Dans son dernier rapport *Regional Risks for Doing Business 2019*, le Forum économique mondial considère que le choc des prix de l'énergie et les crises de l'eau représentent respectivement la première et la deuxième principale menace qui pèsent sur l'économie pakistanaise. Le Pakistan demeure en effet un importateur net de produits pétroliers qui constituent de loin le premier poste d'importations du pays (26,5 % des importations totales en 2018/19, représentant 4,9 % du PIB et 57,5 % des exportations). Les autres risques majeurs identifiés dans ce rapport sont le chômage et le sous-emploi, les attaques terroristes ainsi que les fraudes/vols de données et les crises budgétaires.

SRI LANKA

- **Don de 40 M EUR de l'Union Européenne.** L'UE va participer au financement du projet STRIDE (*Strengthening Transformation, Reconciliation and Inclusive Democratic Engagement*), qui vise à accorder des petites subventions aux autorités locales afin de renforcer leurs capacités d'action. Le programme, d'une durée de quatre ans, se réalise en co-financement avec la Banque Mondiale (70 M USD) et avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- **La campagne présidentielle de Sri Lanka a officiellement commencé.** Trente-cinq candidats ont présenté leur candidature à l'élection présidentielle de 2019, dont le vote se tiendra le 16 novembre prochain. Il s'agit du plus grand nombre de candidats à une élection présidentielle jamais enregistré dans le pays (19 candidats s'étaient présentés en 2015). Le nombre record de candidats fait grimper le coût de l'élection qui devrait avoisiner près de 5 Mds LKR (25,1 M EUR). Il s'agit également de la première élection présidentielle à laquelle ni le Président en fonction, ni le Premier Ministre, ni le Chef de l'opposition ne se présentent.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Ghareb, C. Stutzmann, P. Pillon,
A. Boitière, J. Deur, P-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 11/10/2019